

# Rwanda: génocide né de la surpopulation

**A**u Rwanda, il y a trois ans, se déroulait un génocide dont l'unicité a, semble-t-il, échappé à la plupart. Ce génocide présente quelques caractéristiques absolument inégalées jusqu'à ce jour. La principale est que jamais autant sont morts *de la main d'autant*: jamais le rapport entre le nombre de bourreaux et de victimes n'a été aussi élevé. Que près d'un million d'êtres ont péri est atroce, mais que le nombre d'assassins a dépassé 100.000 est unique. Ce dernier chiffre ne peut pas être dû au hasard.

De toute évidence, le génocide rwandais est la conséquence d'un concours catastrophique de plusieurs circonstances: des intérêts politiques nationaux et internationaux et des facteurs économiques, sociaux et démographiques ont eu des effets multiplicatifs du risque. Toutefois, c'est le dernier élément, la pression démographique, qui constitue la plus nette spécificité de la tragédie inachevée des Grands Lacs.

## La croissance démographique a empêché tout progrès

Le Rwanda figurait parmi les pays les plus aidés du monde. On ne peut assez louer les efforts d'innombrables coopérateurs, volontaires, religieux et laïcs, à améliorer le sort de la population des collines. Toutefois, la croissance démographique englobait tout progrès. Le Rwanda a la taille de la Belgique et était presque aussi peuplé alors qu'une grande partie du pays est inhabitable et les villes sont petites. Avec le Bangladesh, c'est le pays agricole le plus peuplé au monde. Presque tous les Rwandais sont des paysans. La surface arable ne pourrait plus guère augmenter, et la productivité de l'agriculture intensive n'est susceptible que d'améliorations mineures. L'érosion, la miniaturisation des exploitations (en une génération, leur taille moyenne est descendue d'un à un demi-hectare), et un excès de naissances de 2,8% par an ont depuis les années 80 entraîné un effondrement de la production vivrière par tête. Dès 1990, le déficit alimentaire avait atteint des proportions dramatiques.

En dépit d'une aide constante, la situation des paysans était devenue désespérée. Autrefois, la fertilité maximale compensait la mortalité énorme, de sorte que la population n'augmentait que peu. Aujourd'hui, des soins de santé élémentaires ont déduit spectaculairement la mortalité infantile, et ont ajouté 20 ans à l'espérance de vie. Depuis 1970 la population a doublé. On estime que le sida ne tue que 20% des gens. La

tuées qui peuplent tant de villes africaines. C'est parmi eux que recrutèrent les meurtriers milices Interhamwe.

Quelques heures seulement après que l'avion du président Habyarimana eut été abattu par un missile de fabrication française, le génocide était en route. Des milliers de Tutsis et oppositionnels Hutu, selon des listes établies de longue date, furent massacrés par l'armée et les milices de jeunes chômeurs. (...) Les jours suivants, la rage s'étendait au pays entier, et c'est la population des collines qui se mit à assassiner. Des centaines de milliers furent massacrés, non par l'armée, mais par leurs voisins.

Les génocides de ce siècle (les Juifs par les nazis, le Cambodge...) furent l'œuvre d'une clique criminelle. Au Rwanda aussi, il y avait un groupe sanguinaire, qui a préparé et lancé le génocide. Ils doivent être jugés. Mais ce furent des Rwandais moyens qui, sur presque chaque colline, dans chaque rue, dans chaque ville, se sont mis à tuer. La question lancinante est: qu'est-ce qui a rendu «le peuple» si réceptif aux appels à assassiner leurs voisins politiquement ou ethniquement «incorrects»?

Les explications culturelles sont incomplètes ou fausses, les racistes sont inacceptables, et le «hasard» est impossible. Alors quoi? Le fait que la plupart des assassins étaient des fils désœuvrés de familles de huit enfants ou plus, à qui le demi-hectare de l'exploitation n'offrait aucun avenir, nous indique la réponse. Ce génocide était prévisible, et a été prédit (quoique pas à cette échelle). Il s'inscrit dans une spirale de violence qui avait commencé avant l'indépendance. La Révolution rwandaise, au cours de laquelle le parti Parmehutu a, dès avant l'indépendance, pris le pouvoir, en fut le début.

## L'Eglise, la coopération belge, les ONG...

Les élites hutues, formées et soutenues par l'Eglise, ont alors réussi à représenter leurs intérêts comme ceux de la majorité ethnique de la population, exploitée par les «aristocrates» tutsis, et ont ainsi acquis la sympathie de l'administration coloniale belge. Les paysans hutus ont alors saisi l'occasion, d'améliorer leur sort précaire en tuant ou chassant les Tutsis et en accaparant leurs pâturages pour la civilisation. Echaudées et meurtries par la catastrophique décolonisation congolaise, l'administration belge et les autorités religieuses ont soutenu les élites hutues. Elles espéraient ainsi maintenir de bonnes relations avec le Rwanda, ou même, comme on lit dans un

tres rwandais que la présence permanente aux frontières du Rwanda de grosses communautés de réfugiés était insoutenable. Ce problème était traité par le mépris. L'expulsion des Tutsis qui, autrefois, avec leurs troupeaux et leurs pâturages, avaient privé les agriculteurs hutus de terres arables, était même considérée comme une des légitimations du régime Habyarimana. D'ailleurs, un retour des centaines de milliers de Tutsis chassés durant les années 1960 et 1970 était une éventualité en fait impensable: il n'y avait — littéralement — plus de place pour eux.

Ce dernier élément, la surpopulation, n'a pas non plus été pris au sérieux. Cet aveuglement reposait sur la funeste conjonction de quatre facteurs:

1. D'abord, on souhaitait par une haute natalité préserver la supériorité numérique des Hutus sur les Tutsis.
2. Deuxièmement, la misère des paysans, inexorablement aggravée par l'expansion démographique, permettait au régime d'obtenir toujours plus d'aide. L'élite vivait de la spirale: démographie galopante - misère - aide.
3. Troisièmement, la mentalité traditionnelle, reposant sur une immémorable histoire d'intense mortalité infantile, considérait les enfants comme une richesse et une assurance-vieillesse. La virilité passait par la paternité. Un peu d'hygiène publique, les antibiotiques et les vaccins ont transformé l'équilibre entre la fertilité maximale et la mortalité en une spirale de misère.
4. Enfin, l'Eglise, dont dans d'autres domaines la bienfaisance est au-dessus de tout éloge. Avec toute l'efficacité que lui assurait sa puissance, elle s'opposait à toute velléité de planning familial, y compris par les moyens dits «naturels». Lorsque le Pape a visité Kigali, 200.000 Rwandais sont venus l'entendre condamner la contraception. Statistiquement il a, ce jour-là, eu à ses pieds 2.000 futurs assassins qui allaient bientôt tuer 20.000 des autres personnes présentes. C'est comme si, pour préserver la seule valeur de la procréation «naturel-

le», on acceptait le risque que toutes les autres valeurs chrétiennes et humanistes soient balayées. Ce n'est qu'à partir des années 80 qu'avec des fonds américains fut créé un office national de la population (Onapo), qui devait étudier les problèmes démographiques et proposer des solutions. L'Onapo fut systématiquement entravé par les autorités rwandaises.

(...) Presque sans exception, tous les coopérateurs laïcs et religieux, étaient convaincus que le problème principal était la surpopulation. Mais «il n'y avait rien à faire sur ce plan», et on se résignait donc avec fatalisme à se consacrer à de louables objectifs secondaires, tels le forage de puits, la prévention de l'érosion, l'éducation maternelle (en s'interdisant de parler de contraception) ou la protection des gorilles.

L'anticontraception allait jusqu'à corrompre l'éthique médicale. A Kabgayi, le plus grand hôpital du pays, l'archevêché interdisait toute activité publique de planning familial. (...) Aujourd'hui le Rwanda en deuil fait face à un nouveau défi. Beaucoup sont morts, et beaucoup ont réintégré le pays. Les Tutsis de la diaspora et les survivants du récent exode rwandais reviennent dans les villes. Sur le régime de Kigali pèse l'écrasante responsabilité de réintégrer ces gens, et de leur donner une chance de paix et de vie décente. Nous devons les y aider. Mais sachons que la reprise de l'expansion démographique anéantirait tout effort de revalidation et de développement. N'acceptons plus qu'une large proportion de nouveaux d'aujourd'hui aient un destin d'assassins ou de victimes. Toute aide doit donc être conditionnelle de l'organisation du planning familial. A défaut, les notions de paix, stabilité, Etat de droit et démocratie dans la région des Grands Lacs ne seront que de pieuses incantations. Sans planning familial, soyons préparés à de nouveaux génocides écologiques.

JAN L. BERNHEIM  
et JAN GORUS  
Professeurs à la VUB

que d'améliorations mineures. L'érosion, la miniaturisation des exploitations (en une génération, leur taille moyenne est descendue d'un à un demi-hectare), et un excès de naissances de 2,8% par an ont depuis les années 80 entraîné un effondrement de la production vivrière par tête. Dès 1990, le déficit alimentaire avait atteint des proportions dramatiques.

En dépit d'une aide constante, la situation des paysans était devenue désespérée. Autrefois, la fertilité maximale compensait la mortalité énorme, de sorte que la population n'augmentait que peu. Aujourd'hui, des soins de santé élémentaires ont déduit spectaculairement la mortalité infantile, et ont ajouté 20 ans à l'espérance de vie. Depuis 1970 la population a doublé. On estime que le sida ne tuera « que » 20% des gens. La famille agricole moyenne, avec ses 8 enfants, n'est plus en mesure de subvenir aux besoins de ses membres. La production agricole, diluée par la surpopulation, ne fournit plus que 1.000 calories par jour par personne.

La pénurie générale a favorisé l'exploitation des paysans par les commerçants citadins, étroitement liés à la bureaucratie et aux dirigeants politiques rwandais. Au cours de la dernière décennie, une grande partie des terres sont devenues la propriété de la bourgeoisie. Les paysans ont dû vendre et maintenant offrent leur main-d'œuvre. Les jeunes chômeurs sans terre ont envahi les villes, et y ont grossi les foules de bricoleurs, gardiens de voitures, colporteurs, petits voleurs et prosti-

### **L'Eglise, la coopération belge, les ONG...**

Les élites hutues, formées et soutenues par l'Eglise, ont alors réussi à représenter leurs intérêts comme ceux de la majorité ethnique de la population, exploitée par les « aristocrates » tutsis, et ont ainsi acquis la sympathie de l'administration coloniale belge. Les paysans hutus ont alors saisi l'occasion d'améliorer leur sort précaire en tuant ou chassant les Tutsis et en accaparant leurs pâturages pour la civilisation. Echaudées et meurtries par la catastrophique décolonisation congolaise, l'administration belge et les autorités religieuses ont soutenu les élites hutues. Elles espéraient ainsi maintenir de bonnes relations avec le Rwanda, ou même, comme on lit dans un rapport de cette époque « être mieux obéis ».

L'Eglise, la coopération belge et de nombreuses ONG se sont empressées de contribuer au développement économique, social et sanitaire. Que cette aide profitait surtout aux élites urbaines et aux détenteurs du pouvoir local était soit perdu de vue, ou accepté comme inévitable. Mais il y avait pire. Le régime rwandais, très lié aux autorités religieuses et à des milieux « charismatiques » avait été l'anathème sur deux sujets : la diaspora rwandaise et la démographie galopante. Quiconque abordait ces tabous recueillait au mieux l'indifférence, au pire la répression.

Ainsi, déjà durant les années 1976-1978, nous avons en vain insisté auprès de certains minis-

200.000 Rwandais sont venus l'entendre condamner la contraception. Statistiquement il a, ce jour-là, eu à ses pieds 2.000 futurs assassins qui allaient bientôt tuer 20.000 des autres personnes présentes. C'est comme si, pour préserver la seule valeur de la procréation « naturel-

région des Grands Lacs ne seront que de pieuses incantations. Sans planning familial, soyons préparés à de nouveaux génocides écologiques.

JAN L. BERNHEIM  
et JAN GORUS

Professeurs à la VUB